

vernement fédéral, et tout office, commission et corporation de l'Etat, et tout autre organisme fédéral:

1. A la société légale Borden, Elliot, Sankey & Kelly, avocats et procureurs, de la ville de Toronto?

2. Aux associés suivants de la société ci-dessus mentionnée: a) H. Borden, C.R.; b) B. V. Elliott, C.R.; c) R. H. Sankey, C.R.; d) W. A. G. Kelley; e) J. T. Johnson; f) I. G. Wahn; g) A. D. McAlpine, et h) l'honorable C. P. McTague, C.R.?

DEMANDES DE DOCUMENTS

DOMINION STEEL AND COAL CORPORATION—SUBVENTIONS OU AUTRE AIDE

M. GILLIS:

Copie de tous arrêtés en conseil, accords, arrangements, lettres et autre correspondance entre le Gouvernement ou aucun de ses fonctionnaires et la Dominion Steel and Coal Corporation relativement aux subventions ou autre aide financière à l'industrie de l'acier accordées à leur usine de Sydney, Nouvelle-Ecosse.

M. McILRAITH: La motion, monsieur l'Orateur, appelle la production de lettres et d'autre correspondance d'un volume très considérable et contenant, en outre, des renseignements sur la situation des concurrents industriels. Le motionnaire, à qui j'en ai parlé, me semble prêt à rayer les mots "lettres et autre correspondance". A cette condition, il n'y a pas d'opposition à la motion.

(La motion modifiée est adoptée.)

NATIONAUX JAPONAIS

M. STEWART (Winnipeg-Nord):

Copie de toutes pétitions, lettres et autre correspondance reçues par le Gouvernement, au cours de l'année écoulée, demandant la remise à l'étude des demandes, signées par des personnes d'origine japonaise, de se rendre au Japon.

M. STEWART (Winnipeg Nord): Cela entraînerait me dit-on, beaucoup de travail et vu que je puis examiner les pièces originales, je retire volontiers la motion.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je remercie l'honorable député de ses paroles. Une forte proportion de cette correspondance ne constitue que des répétitions. Des centaines de lettres expriment la même demande en termes identiques. L'honorable député n'a qu'à se présenter au ministère des Affaires extérieures ou au ministère du Travail et les hauts fonctionnaires l'aideront à consulter les dossiers qu'il désirera.

(La motion est rayée.)

[M. Pouliot.]

SERVICE CIVIL—RECLASSEMENT

M. BLAIR:

Etat indiquant: a) les noms de tous les fonctionnaires civils qui ont été reclassés par le conseil du trésor et/ou la Commission du service civil, au cours de chaque année à compter du 16 décembre 1940, en faisant connaître, à l'égard de chaque cas, s'il s'agit d'un fonctionnaire temporaire ou permanent; b) les augmentations de traitements accordées à chacun et la date de ces octrois d'augmentation.

L'hon. M. MARTIN: L'adoption de cette motion entraînerait une somme de travail considérable. Une vingtaine de sténographes en auraient pour cinq mois. Il faudrait examiner quelque 48,000 dossiers. Dans ce cas l'honorable député acceptera peut-être de retirer sa motion.

M. BLAIR: Très bien.

(La motion est rayée.)

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

PROGRAMME LÉGISLATIF

A l'appel de l'ordre du jour.

M. JOHN BRACKEN (chef de l'opposition): Je ne sais trop, monsieur l'Orateur, si ma prochaine question devrait être adressée au premier ministre ou au ministre des Finances. Je crois en avoir transmis une copie au bureau du premier ministre. Lundi, le 12 novembre, le ministre des Finances a indiqué à la Chambre les mesures législatives qui restaient à présenter au Parlement avant la fin de la session. J'aimerais savoir si le Gouvernement a encore l'intention de présenter les mesures dont il a été alors question? Le cas échéant, je crois qu'on faciliterait grandement le travail de la Chambre en présentant toutes les mesures qui sont encore à venir, le plus tôt possible. Je suggère au premier ministre de procéder ainsi car je suis convaincu que la Chambre sera alors mieux en état, non seulement d'étudier ces mesures, mais de faciliter leur adoption tout en évitant la presse inconvenante de travail à la fin de la session.

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Je remercie mon honorable ami d'avoir posé cette question. Le Gouvernement désire vivement, comme tous les honorables députés, j'en suis certain, compléter le programme de la présente session aussitôt que possible avant Noël, et consacrer aussi un temps suffisant à la discussion des différentes mesures. Pour faciliter la chose, le Gouvernement a examiné la